

CONTRE LE COUP D'ETAT CONSTITUTIONNEL

NOUS AFFIRMONS NOTRE SOUTIEN ET NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LA DEMOCRATIE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX BRÉSILIENS

Les mouvements sociaux brésiliens sont aujourd'hui directement attaqués. Ils sont visés par une offensive politique de grande ampleur qui entraîne le Brésil dans une période de grande régression démocratique. Depuis début mai, Dilma Rousseff, présidente élue avec 54 millions de voix a été mise à l'écart du pouvoir par les deux chambres. Des parlementaires - députés et sénateurs – massivement compromis dans des affaires de corruption ont institué une procédure de destitution contre la présidente, l'accusant d'irrégularités comptables pour minorer les déficits dans les comptes publics. Cette pratique routinière de tous les gouvernements brésiliens ne constitue aucun des crimes de responsabilité prévus par la constitution brésilienne.

C'est pourquoi les mouvements sociaux, les syndicats et toutes les forces progressistes du pays caractérisent la destitution de Dilma Rousseff de coup d'Etat institutionnel.

L'opération « Lava Jato », le scandale de corruption lié à la Petrobras – la compagnie nationale de pétrole - impliquant la classe politique brésilienne et les entreprises de BTP dans le financement des campagnes politiques, a scandalisé le peuple brésilien à juste titre. Tous les partis ont été concernés et les députés de droite qui ont mené la campagne contre la Présidente sont parmi les plus empêtrés dans le scandale de la Petrobras. En s'appuyant sur les mobilisations populaires, la droite a estimé que le moment était venu de déclencher une grande offensive pour éliminer le Parti des Travailleurs dont ils n'ont jamais accepté les victoires électorales. La procédure de destitution contre Dilma Rousseff a compté sur l'appui des puissantes Églises évangéliques, dont l'influence est importante sur le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et plusieurs autres petits partis de droite qui ont la majorité dans les deux chambres (Parlement et Sénat).

La pratique du coup d'Etat légal semble être la nouvelle stratégie des oligarchies latino-américaines. Après le Honduras et le Paraguay, c'est le tour du Brésil. Ces nouvelles formes de coup d'Etat sans l'utilisation des armes s'appuient sur une classe politique très conservatrice et néolibérale. Malgré les avancées sociales obtenues dans les années 2000 en Amérique latine, la droite et la droite-extrême restent de puissantes forces politiques capables de mobiliser avec le soutien des médias dominants qui sont complètement contrôlés par des conglomérats industriels et les grandes familles. Certains vont jusqu'à demander l'abolition de la « bolsa familia » (bourse familiale) et des mesures mises en place par le PT pour réduire les inégalités.

L'actuel président par intérim, Michel Temer (leader du PMDB) a déjà constitué son gouvernement, uniquement composé d'hommes blancs, riches et assez âgés. Lors des premiers jours, le gouvernement Temer a supprimé le ministère de la Culture, de l'Égalité raciale, des Droits des femmes et annoncé une réduction importante dans les dépenses du SUS (équivalent de la

sécurité sociale en France).

La droite brésilienne est engagée dans une radicalisation extrême. Elle parle de la nécessité d'« éradiquer » le PT et surtout les mouvements sociaux qui l'ont appuyé, notamment les syndicats de salariés et le Mouvement des travailleurs sans terre (MST). Alors même que de très nombreux mouvements critiquent la politique économique, sociale et écologique menée par le PT au gouvernement, les mouvements sociaux s'opposent à ce qui est de facto un coup d'Etat constitutionnel. D'autant que le retour éventuel de la droite au pouvoir pourrait signifier une grande offensive contre les acquis sociaux, et même probablement la criminalisation de la dissidence et de l'action sociale, ce qui était la norme avant l'élection de Lula en 2002.

En soutien à la démocratie brésilienne, nous affirmons avec les mouvements sociaux brésiliens « **NÃO AO GOLPE, FORA TEMER !** » (non au coup d'Etat, dehors Temer !)*

Christophe Aguiton, Attac France

Erika Campelo, Autres Brésils

Gustave Massiah, Cedetim/ Ipam, membre du Conseil international du [Forum social mondial](#).

Pierre Salama, économiste, professeur émérite université Paris XIII

Céline Whitaker, Collectif *Richesses*